

Profil du représentant

Noël ILARI

1897

Législatures

- **Assemblée représentative 1953 à 1957**
Président, du 18 octobre 1953 au 11 mars 1954
- **Assemblée représentative 1953 à 1957**
Président, du 12 mars 1954 au 09 juin 1955

Fonctions occupées dans les organes

Parcours et informations

Né à Rennes le 12 septembre 1897.

à la suite de difficultés personnelles, il gagne Tahiti en 1934. C'est un homme d'extrême-droite qui est totalement en opposition avec le système administratif français. Il cherche, selon ses dires, à protéger les populations des îles contre les exactions des milieux d'affaires et contre les commerçants chinois. Il entre vite en conflit avec l'Administration et avec tout le monde. Il dénonce une sorte de complot entre l'oligarchie locale, la franc-maçonnerie et le Front populaire, un amalgame typique des hommes de l'extrême-droite. Il écrit ainsi :

à la veille du conflit mondial, le Territoire, sans aucune institution sociale, est à la merci de quelque cinq familles. La turbulence de quelques-uns, fonctionnaires, pour le plus grand nombre aux idées progressistes, connaissant mal le pays, introduits dans le Territoire depuis l'avènement du Front populaire, servira les desseins de ceux-là, préoccupés uniquement de leurs prérogatives et de leurs intérêts.

Il se lance dans le commerce insulaire et se fixe à Tubuai, toujours avec le dessein de protéger la population contre les abus.

Au début de la guerre, il décide de s'engager et de rejoindre la métropole. L'Administration s'y oppose sous le prétexte qu'il ne faudrait "pas faire honte à ceux qui ne veulent pas combattre". Il viserait là Robert Charron arrivé à Tahiti en 1939 et qui en un an aurait fait fortune et ferait "la pluie et le beau temps dans l'entourage du gouverneur". Georges Mandel, ministre des colonies, autorise finalement N. Ilari à quitter Tahiti d'où il s'embarque, à ses frais, le 12 décembre 1939. Pendant les combats de juin 1940, il semble faire preuve de courage mais aussi de folle et inutile audace. L'Appel du 18 juin le choque. Pour lui, de Gaulle divise les Français. Il rejoint Vichy où Jean Borotra lui donne des fonctions au ministère des Sports et de la Jeunesse. Il est chargé de mission à Tahiti, mais é. de Curton refuse son entrée sur le Territoire. Il part alors vers l'Asie où il remplit diverses fonctions sous les ordres de l'amiral Decoux. De retour en France en 1946, il cherche à se venger d'é. de Curton, puis il décide de rentrer à Tahiti. Il reprend son combat contre les milieux d'affaires et l'Administration mais se heurte à R. Charron, devenu conseiller privé en 1942 et président de la Ligue France Libre. Ce dernier chercherait à l'empêcher de reprendre des activités commerciales. En avril 1947, R. Charron aurait voulu faire comparaître N. Ilari "devant un

tribunal populaire“ pour son appartenance à l'armée d'Indochine et au gouvernement de Vichy. N. Ilari décide de réagir et annonce la “mise en accusation“ de R. Charron. Il organise pour le 9 mai une réunion dont le gouverneur interdit la tenue. Il rencontre Pouvanaa et leurs revendications se rejoignent. La foule se presse à la réunion grâce à l'appui de Pouvanaa. Les Volontaires aussi sont là. Le gouverneur reçoit, “effondré“ une délégation qui réclame la suppression du conseil privé et présente diverses doléances. Puis N. Ilari disperse les manifestants. Il estime que “le peuple de Tahiti, dans un seul et même élan justicier a exprimé sa volonté de mettre un terme à l'arbitraire, à l'influence de ceux qui font et entretiennent le colonialisme“. Peu après, il prend une part active à l'affaire du Ville d'Amiens. Il est arrêté avec les meneurs et finalement acquitté. De retour aux Australes, il est à la fois éleveur, planteur et instituteur. L'Administration est toujours son ennemi. En 1953, il est l'élu des Australes sous l'étiquette RDPT. Il accède à la présidence de l'assemblée en octobre 1953 en quittant le RDPT et rejoignant l'opposition. Il essaie d'obtenir de l'Administration les moyens de développer les services embryonnaires de l'assemblée, mais se heurte selon ses dires, « à l'inertie » de celle-ci. Il envisage une réforme fiscale importante, mais en vain. Il dénonce les interventions des gouverneurs dans le cours de la Justice. Homme toujours dérangeant, s'en prenant aux fonctionnaires métropolitains jugés « ennemi numéro un » et n'hésitant pas à se battre en duel, il est écarté de cette présidence en juin 1955. En 1957, à sa grande surprise, il n'est pas réélu conseiller es Australes. Il tente encore de jouer un rôle politique, n'hésitant pas par exemple à se rapprocher de son ancien ennemi, Jean-Baptiste Céran-Jérusalémy. Ses diverses tentatives ne sont pas couronnées de succès et il continue un combat solitaire contre un peu tout le monde. Il a publié un livre de souvenirs en 1964 : *Secrets tahitiens. Journal d'un popaa farani*. Il décède et est enterré à Tubai en 1985 où il vivait dans son « Ermitage ». Quand il présidait l'assemblée, il avait sollicité et obtenu (à l'unanimité des présents) l'autorisation de « prévoir sa sépulture sur sa terre sise à Tubai » (PV de l'AT du 14 décembre 1954). Sur sa tombe il a fait graver cette inscription :

« Mort fidèle à son Dieu, à sa famille, à ses idées, à son ingrate patrie, après de longues années de souffrance morales dans l'isolement et la solitude de ce lieu ».

[J.M.Regnault]